

## RÉGULATION DU MARCHÉ DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION À LA VEILLE DU MOIS DE RAMADAN À CONSTANTINE

# Des dispositifs inefficaces

**A quelques jours du mois de Ramadan, les prix des produits alimentaires commencent à s'effoler. Relativement stables jusque-là, les prix de plusieurs produits, très prisés en ce mois, flambent. Même les fruits et légumes de saison, d'habitude abordables, s'avèrent être inaccessibles, notamment pour les familles à faible revenu.**

En l'absence d'une réelle politique de régulation, garantissant un tant soit peu une stabilité des marchés, les consommateurs de la capitale de l'Est continuent de subir le diktat et les pratiques « indignes » des pseudo-commerçants qui ne reculent devant rien pour s'enrichir davantage.

Aussi, ni les efforts consentis par les pouvoirs publics, encore moins les mesures annoncées par le département du Commerce et celui de l'Agriculture, en prévision du mois de Ramadan, visant notamment le maintien d'une certaine stabilité des prix, n'ont pu, à quelques jours seulement de ce mois, agir sur la voracité des marchands qui, déjà, affûtent leurs armes pour saigner le consommateur. Bref, les pratiques commerciales illégales et la spéculation ne font qu'aggraver la situation, déjà pénible des ménages. Cela étant, il y a la crainte de voir une flambée des prix à laquelle les familles constantinoises, malgré tout, se préparent à faire face.

### Les prix fluctuent

Les prix des fruits et légumes, affichés au niveau des principaux marchés de la ville de Constantine, en l'occurrence le marché des Frères-Bettou (ex-Férandau) et le marché de Bab-El- Oued, varient d'un étau à l'autre. Des produits de saison tels les tomates et les poivrons, disponibles abondamment, sont cédés, selon la qualité, 40, 50 et 70 DA le kilo. La pomme de terre, qui était cédée au niveau d'un marché privé de la nouvelle ville Ali-Mendjeli, 100 DA les quatre kilos, a grimpé à 40 et 45 DA le kilo.

Des prix qui restent toutefois assez élevés au goût des consommateurs. «Le mois du Ramadan sera rude. Et ça ne fait que commencer. Des tomates pourries à 40 DA le kilo, c'est inacceptable. Pas loin qu'hier, elles étaient à 100 DA les trois kilos», raconte un consommateur dépit. Et un autre de répliquer, avec humeur : «On a l'habitude. Ils vont nous plumer comme chaque année. Patience !»

Pour Saïd, cadre retraité,



Photo : DR

«c'est inacceptable, inadmissible». Et de s'interroger dans la foulée : «Qu'en est-il des mesures prises par le gouvernement ? Ils ont promis à la télévision de stabiliser les prix et rendre les produits agricoles et ceux de large consommation disponibles.» Au rayon des fruits, les prix varient selon la qualité et le calibre. Pour les pêches, les prix affichés suivant la qualité vont de 25 à 50 DA. De même pour les pommes vendues entre 60 et 220 DA.

### Détaillants et grossistes se rejettent la responsabilité

Du côté des commerçants au détail, la question de la flambée des prix est appréhendée autrement. Pour ces derniers, le problème ne réside pas chez eux mais plutôt au niveau des agriculteurs, des grossistes et notamment des propriétaires de chambres froides qui font le bon et le mauvais temps.

«Il faut savoir, analyse un marchand de fruits et légumes établi au marché de la Nouvelle Ville, que les prix des produits obéissent en premier lieu au système de l'offre et de la demande. Quand ils nous proposent des produits chers, nous les cédon à notre tour au prix du marché. Et avec la concurrence déloyale des vendeurs informels, nous gagnons à peine de quoi payer les diverses charges. Ce n'est pas de notre faute.» Et de poursuivre dans le même ordre d'idées : «Il faut plutôt aller voir du côté des agriculteurs et des grossistes.

C'est eux qui, délibérément, provoquent la pénurie pour se remplir les poches durant le Ramadan. Ils (les grossistes et les propriétaires de chambres froides) achètent tous les produits disponibles sur la place et les emmagasinent dans des chambres froides. Et, au moment propice, ils les remettent en circulation. Il faut arrêter de nous jeter

la pierre.» Une pratique qui est exercée, affirment de nombreux commerçants interrogés, par des personnes étrangères au secteur. Lesquels, faut-il le souligner, échappent à tout contrôle.

Se rejetant la responsabilité, les marchands de gros des fruits et légumes ne voient pas les choses sous le même angle. Pour Abdallah, grossiste en fruits et légumes au marché du Polygone (Magrofel), «le dysfonctionnement du marché est dû notamment aux pratiques malhonnêtes. D'une part, des producteurs qui augmentent les prix prétextant la cherté du carburant et la semence ou encore les conditions climatiques défavorables à la cueillette et, d'autre part, les grands convoyeurs inter-wilayas des produits agricoles, lesquels, affirme-t-il, contrôlent le circuit de la distribution et y jouent un rôle non négligeable dans la provocation de la pénurie, qui, par conséquent, influe sur les prix.»

Bref, la flambée des prix est le résultat du dysfonctionnement de pratiquement toute la chaîne des intervenants et encore plus de l'absence d'une politique de régulation et de contrôle fiable.

### DCP : des efforts consentis mais...

Afin de contrecarrer ces pratiques commerciales illégales, à l'origine de la hausse des prix des produits de large consommation, un dispositif de contrôle et de surveillance durant le mois de Ramadan a été mis en place par la direction du commerce et des prix de Constantine.

Selon M. Boularak Zidane, premier responsable du secteur, «tous les moyens humains et matériels des différents services de la DCP de Constantine sont mobilisés pour veiller au strict respect des pratiques commerciales». Pour cela, explique le DCP, «en plus du dispositif de contrôle et de surveillance habi-

tuel, ce dernier sera renforcé, durant le mois de Ramadan par la mobilisation de 42 brigades de contrôle des prix et de la qualité, composées de 100 agents».

Tout en rappelant le principe de «l'économie de marché», M. Boularak promet que les services de contrôle des prix et de la concurrence seront «intransigeants en ce qui concerne les prix des produits subventionnés par les pouvoirs publics». Il s'agit en effet du lait pasteurisé et de la farine ou encore de l'huile et du sucre, dont les prix sont plafonnés. Aussi, une autre brigade mixte qui sera mise sur pied avec le concours de la direction des services agricoles aura en charge le contrôle des opérations d'abatage et la bonne qualité des produits carnés à l'instar des viandes rouges. Concernant la conversion de certains commerçants en vendeurs de «zlabia», le DCP est catégorique : «Aucun écart ne sera permis. Et les récalcitrants seront inscrits au fichier national des fraudeurs.»

### Associations de défense du consommateur, la sensibilisation

Ces mesures de contrôle et de surveillance restent néanmoins insuffisantes, étant donné la limite du champ d'action de la DCP, notamment en matière de prix. D'où, faut-il le souligner, le rôle des syndicats des commerçants et les associations de défense du consommateur.

Pour M<sup>me</sup> Kelil Sakina, présidente de l'association de défense du consommateur de Constantine, «en dépit de tous les efforts consentis par les pouvoirs publics en matière de contrôle et de répression de la fraude, beaucoup reste encore à entreprendre à l'endroit du consommateur».

En témoignage, dit-elle, «les anomalies relevées en matière d'hygiène par l'association lors de sa dernière campagne de sensibilisation menée du 19 au 30 juin dans la commune de Aïn S'mara». Et de souligner dans ce sens que «les bureaux d'hygiène communaux, censés jouer un rôle dans ce cadre, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'abatage clandestin et le respect de l'hygiène quand il s'agit de l'exposition des denrées alimentaires sur les trottoirs, sont quasiment inopérants. Autrement dit, nous dénonçons le laxisme des BH communaux».

Farid Benzaid

## EL TARF Quand l'hygiène vient à manquer

Durant cette période des grandes chaleurs, la ville d'EL TARF est en train de se transformer irrémédiablement et inéluctablement en une grande décharge publique.

Pour s'en convaincre il suffit de faire un tour dans ses différents quartiers. Ainsi la prolifération des décharges sauvages en milieu urbain est devenue au fil des mois un véritable casse tête chinois pour les responsables locaux. Le constat est là, déchirant, amer et révoltant, il y a manifestement un manque de civisme, criard, des citoyens. Les habitants dans leur majorité se débarrassent des ordures ménagères loin des sites aménagés à cet effet, et en dehors des horaires convenus créant de facto un débordement et une surcharge de travail pour les services des voiries dans l'accomplissement en règles de leur mission de service public.

Certains citoyens poussant le ridicule et la bêtise humaine à leurs paroxysmes et toute honte bue, jettent les sachets pleins d'ordures à même la chaussée ne se souciant guère que de tels actes peuvent générer des zoonoses aux conséquences sanitaires incommensurables.

Devant ce phénomène qui prend de l'ampleur chaque jour, il appartient à la commune de mener des campagnes de sensibilisation tous azimuts pour inculquer un tant soit peu, les bons réflexes de protection de l'environnement immédiat et de préservation du cadre de vie.

Par ailleurs, l'acquisition par la commune d'une camion à benne-tasseuse, il y a une semaine, est un signe positif et ne trompe pas, démontrant tout l'intérêt porté à mieux assurer l'hygiène public. Ainsi le renforcement constant en moyens humains et matériels du parc roulant de la commune est une action qui doit être mener de concert avec les comités de quartiers encadrés par les élus et ce pour entreprendre des actions ponctuels et répétitives de volontariat à fin d'éradiquer les décharges sauvages au niveau du tissu urbain.

Cependant, une autre balafre vient encore rendre plus hideux le visage de la commune. En effet, selon des sources concordantes la prestation fournie par le CET (centre d'enfouissement technique) de S'mati qui est entré en fonction depuis trois mois, est pour le moins catastrophique. « Les camions doivent attendre de deux à trois heures pour décharger les ordures.

Une situation pénalisante, pour les travailleurs de la commune qui sont obligés de se contenter dans les meilleurs des cas de deux rotations par jour, alors qu'auparavant il arrivaient allégrement à quatre, d'un côté et les dites ordures sont ainsi levées tous les trois à quatre jours, d'un autre.

De fait leur décomposition est accélérée par l'effet de la chaleur pouvant générer des maladies infectieuses ». Ont indiqués nos mêmes interlocuteurs.

Quoi qu'il en soit dans la ville d'El Tarf, le nouveau CET est en train de devenir un frein à l'amélioration de la salubrité publique et dont il est urgent de revoir son fonctionnement de fond en comble. Un constat unanimement partagé par la population.

Daoud Allam

## MOSTAGANEM Un enfant dans les mailles d'un filet

Un petit garçon qui avait fêté la semaine dernière ses 2 ans s'est noyé, vendredi après midi à la plage des salettes. L'enfant selon les premières informations qui nous ont été communiquées aurait échappé à la surveillance de sa grand-mère qui l'accompagnait.

Il aurait été vraisemblable que l'enfant a été englouti par les courants d'une mer déchainée ce jour.

Son corps a été retrouvé le lendemain, le samedi dans les filets d'un pêcheur qui ratisait la zone d'ouréah plage à quelques 4 km du lieu de la noyade.

Il a été acheminé vers le service de la médecine légale de l'hôpital de mostaganem. Les services de sécurité ont ouvert une enquête sur ce drame.

A. B.

## MASCARA

## Les auteurs présumés de l'assassinat d'un commerçant à Mohammadia arrêtés

L'assassinat d'un commerçant dans la nuit de mercredi à jeudi avait mis la ville de Mohammadia en émoi. Il avait la tête fracassée. Le mobile était certainement le vol. Les investigations des éléments de la police ont permis l'arrestation le lendemain, c'est-à-dire le vendredi matin, de trois individus pré-

sumés auteurs du meurtre. Ils devaient être présentés devant le procureur de la République hier. D'autre part, il semblerait que «les trois mis en cause venaient d'être libérés, car ayant bénéficié de la grâce présidentielle ce 5 juillet».

M. Meddeber